

Questions orales

tes sur les coalitions? Je crois que le ministre est au courant de la situation.

L'hon. Herb Gray (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je me suis déjà entretenu avec une délégation de l'Association nationale des grossistes de tabac et les fonctionnaires de la Direction des enquêtes sur les coalitions examinent très attentivement les renseignements fournis par les grossistes, pour savoir s'il y aurait matière à poursuites en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions.

* * *

● (1510)

LES FINANCES**DEMANDE DE SUBVENTION DES BANQUES EN VUE D'UNE BAISSÉ DES TAUX D'INTÉRÊT SUR CERTAINS PRÊTS—LES CRÉDITS CONSENTIS À L'ALGÉRIE**

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que les taux d'intérêt au Canada sont remontés au niveau de 1970, et avec le resserrement monétaire...

M. Turner (Ottawa-Carleton): Ce n'est pas le cas.

M. Stevens:... le premier ministre confirmerait-il la nouvelle que son gouvernement a engagé ou au moins facilité des crédits de 100 millions de dollars à un taux d'intérêt d'à peu près 7 p. 100 en vue d'aider la banque de développement industriel d'Algérie?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'accepte pas la prémisse de cette question. Quant à la partie positive, je vais me renseigner.

M. Stevens: Étant donné que les banques canadiennes et notre Banque d'expansion industrielle demandent aux petits hommes d'affaires des taux d'intérêt d'environ 10 p. 100, le gouvernement songe-t-il à subventionner les banques canadiennes pour leur permettre de demander des taux d'intérêt moins élevés aux entreprises canadiennes, comme le gouvernement a accepté de le faire pour les banques canadiennes qui ont consenti à participer à la ligne de crédit algérienne pour la Banque d'expansion industrielle algérienne?

M. Trudeau: Je vais me renseigner, monsieur l'Orateur.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE**L'INTERDICTION DU PORT DE LA BARBE POUR LES MARINS—LES PROPOS DU MINISTRE**

M. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale.

[M. Darling.]

Hier, en réponse à une question que lui a posée le député d'Hamilton-Wentworth, le ministre a répondu, ainsi qu'en fait foi la page 4719 du Hansard:

Il est inexact de dire que l'on a ordonné aux hommes de se raser la barbe.

Étant donné que le message 271900Z du commandant du commandement maritime du Pacifique déclarait entre autres:

En ce qui concerne le personnel qui porte à l'heure actuelle la barbe, ma directive est que ces gens devront se raser la barbe pour les raisons indiquées dans MCTM 373.

Et étant donné que, lorsque je l'ai appelé hier, le commandant du commandement maritime du Pacifique a déclaré que plus d'une centaine d'hommes avaient reçu l'ordre de se raser la barbe...

Des voix: C'est une honte.

M. McKinnon:... et l'avaient fait, le ministre voudrait-il maintenant modifier sa réponse d'hier, et donner contordre, ou encore donnera-t-il un nouvel ordre, de manière que ces gens qui ont dû se raser la barbe par erreur...

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, lorsque j'ai répondu à une question semblable hier, j'ai indiqué la politique générale du ministère.

Une voix: Qu'en est-il en ce qui concerne les amiraux?

M. Richardson: Cette politique est telle que je l'ai énoncée, à savoir que tout membre de notre personnel portant la barbe et ayant la permission de le faire n'est pas, en règle générale...

Des voix: Oh, oh!

M. Diefenbaker: Qu'en est-il en ce qui concerne la règle privée?

M. Richardson:... tenu de la raser. Comme dans le cas de toute politique, il y a des exceptions, et celles-ci sont prévues en général pour des raisons de sécurité.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Qu'en est-il en ce qui concerne les fonctionnaires?

M. Richardson: Voilà l'explication.

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Dans quatre ou cinq minutes, le temps sera écoulé. Le ministre veut-il soulever la question de privilège?

M. Basford: Oui, monsieur l'Orateur. Je soulève la question de privilège pour assurer au député de Victoria qu'il n'y a absolument rien de mal à se raser.

Des voix: Oh, oh!